

Hebdomadaire Togolais Indépendant
NI NEUTRE, NI PARTISAN

250 FCFA

Dounia

N° 688 du 02 / 06 / 2021

OTR

Les fruits de
la campagne
« un élève, P.2
une identité »

Le Monde

MEMBRE: MEDIAF

1 milliard de plants d'ici 2030

L'ambitieuse campagne de reboisement au Togo P.3



Le PM Victoire Tomégah-Dogbé
mettant en terre un plant

Campagne de vaccination anti-covid

**Le Togo parmi
les pays à
meilleur taux
de couverture
vaccinale
de Covax**



● Un premier lot de
50 310 doses du vaccin
Pfizer pour le Togo P.3

1er juin/Journée nationale de l'arbre

**Les journalistes P.3
jouent leur partition**



Le ministre Ayéwouadan et Loïc Lawson, Pdt de l'UPF-Togo

Diplomatie parlementaire

**Des personnalités
reçues par Mme Tsègan**



La Pdt de l'Assemblée nationale
et l'ambassadrice de la Turquie

UEMOA: La Commission salue les 10 ans d'engagement des Chefs d'Etats en faveur de la paix et la sécurité P.5

Fait divers

Etats-Unis
Il trouve un ticket à un million de dollars à la poubelle et le ramène à sa propriétaire

Le fils des propriétaires d'une supérette du Massachusetts (Etats-Unis) a découvert un ticket de jeu à gratter qui n'avait pas complètement été gratté. Après avoir terminé le jeu, il s'est aperçu qu'il s'agissait d'un billet gagnant à un million de dollars, soit plus de 816.000 €. Plutôt que de le garder pour lui et sa famille, il a retrouvé la personne qui l'avait acheté pour lui remettre, rapporte l'agence Associated Press.

Le début de cette histoire remonte au 16 mars dernier. Comme elle le fait régulièrement, Lea Rose Fiega s'était rendue dans cette supérette lors de sa pause méridienne pour gratter des tickets de jeu. Ce jour-là, elle a choisi un « Diamond Millions ».

« J'étais pressée alors je l'ai gratté en vitesse »

« J'étais pressée, alors je l'ai gratté en vitesse, et comme il ne me semblait pas que c'était un ticket gagnant, je l'ai jeté », a-t-elle confié, relayée par Ouest-France.

Suite dans le prochain numéro

Comment ça va ?

Très bien: Thomas Tuchel

Deux finales de la ligue européenne des champions en 6 mois. D'abord une perdue face au Bayern Munich et une autre gagnée face à Manchester City le 29 mai dernier. Celle gagnée est particulièrement savoureuse, puisque le technicien allemand n'ayant pris le club de Chelsea en cours du championnat. Thomas Tuchel prouve tout simplement qu'il est l'un des tops entraîneurs d'Europe, lequel a fait ses preuves aux commandes du Borussia Dortmund, du PSG et maintenant de Chelsea. Quitter la neuvième place pour la quatrième en championnat et gagner la ligue des champions dans un laps de temps, il faut être particulièrement doué pour y parvenir. Chapeau à toi Thomas Tuchel.



Bien: Kako Nubukpo

Un adversaire coriace du F CFA, une monnaie qu'il n'a pas hésité à qualifier de servitude. Depuis le début de ses prises de positions, il a reçu des coups, mais il n'a pas renoncé à son combat. Sur cette lancée, il a organisé un colloque international sur la future monnaie ouest-africaine, l'ECO à Lomé, lequel a pris fin le 28 mai. Occasion pour les antis et pros F CFA de faire valoir leurs arguments. Près de 200 participants de renoms y ont pris part en présentiel et à distance. Parmi ceux-ci de grands noms comme l'ancien Premier ministre béninois, Lionel Zinsou, les économistes Carlos Lopes (Guinée-Bissau), Nadim Kalife (Togo) et Wilfried Do Rego (Bénin), les politiques Aminata Traoré (Côte d'Ivoire), Ousmane Sonko (Sénégal), et les universitaires Achille Mbembe (Cameroun) et Kako Nubukpo (Togo). Même adversaire farouche de la monnaie, il accepte les positions divergentes afin de faire émerger la vérité dans la confrontation des idées. Mais la vérité, c'est que le F CFA est une monnaie qui insulte l'intelligence de ses utilisateurs et cette insulte doit cesser le plus vite possible avec l'entrée en vigueur de la nouvelle monnaie.



Mal: Assimi Goïta

Au moment où la communauté internationale lutte pour ramener la stabilité au Mali, certains individus rament à contrecourant. Ces individus avec à leur tête le Colonel Assimi Goïta se sont encore signalés ces derniers temps. Après un précédent coup d'Etat qui a valu au Mali des sanctions économiques et diplomatiques, lesquelles ont été levées après discussions, ils sont revenus mettre tout à plat avec un second coup d'Etat. C'est absolument inadmissible des militaires d'une manière flagrante tentent de se remplir les poches sous couvert d'une libération du peuple. Les Maliens appuyés de la communauté internationale doivent trouver une solution définitive à ces agissements qui ont commencé depuis les années 90 et qui tirent le pays vers l'arrière.



OTR

Les fruits de la campagne « un élève, une identité »

Une centaine d'enfants de la préfecture du Zio ont reçu lundi matin, leur pièce d'identité.

La cérémonie marque le début de la campagne de remise des pièces d'identités aux élèves nécessitant identifiés dans

le cadre du projet « un élève, une identité initié par les femmes de l'Office togolais des recettes (Otr).

Au total, 807 jugements supplétifs tenants lieu d'actes de naissance et 829 certificats de nationalité ont été établis.



CAMPAGNE "UN ÉLÈVE, UNE IDENTITÉ"

PHASE DE DISTRIBUTION DES ACTES

DU 31 MAI AU 6 JUIN 2021, RENDEZ-VOUS DANS LES DIFFÉRENTS LIEUX DE COLLECTE POUR LE RETRAIT DE VOS ACTES

LOCALITÉ	DATE	HORAIRE
TSEVIE	31 MAI	08H - 17H30
MAIRIE TSEVIE	01 JUIN	08H - 16H30
ATAKPAME	02 JUIN	08H - 17H30
IMPÔT ATAKPAME		
ANIE	03 JUIN	08H - 16H30
LYCEE ANIE		
SOKODE	04 JUIN	08H - 17H30
IMPÔT SOKODE	05 JUIN	08H - 16H30
KARA	07 JUIN	08H - 17H30
IMPÔT KARA	08 JUIN	08H - 16H30

OTR «UN ÉLÈVE, UNE IDENTITÉ» FÉDÉRIER POUR RATER www.otr.tg

Le Pnud investira 50 millions FCFA pour la transformation du manioc dans les Lacs

Le Programme des Nations Unies pour le Développement (Pnud) a annoncé jeudi dernier son intention d'investir 50 millions FCFA dans la mise en place de deux unités de transformation de manioc dans deux localités de la préfecture des Lacs (Tokpo et Atigbé). L'appui, a indiqué l'institution onusienne, doit permettre aux groupements de femmes qui en seront bénéficiaires, de mieux «valoriser» leur travail, concourir à leur autonomisation et «booster le développement local».

Ce coup de pouce viendra renforcer la dynamique de transformation de manioc, qui est actuellement en plein essor dans le pays. Il y a une semaine, une amidonnerie flamboyante neuve d'un coup de 1,3 milliard FCFA était inaugurée à Kamina dans les Plateaux. Dans le même temps, cinq usines de production de gari sont en cours de déploiement dans le Vo.

Le Togo produit chaque année environ 900 000 tonnes de manioc. republiquetogolaise.com

Dounia Le Monde

Édité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998
BP: 30277

Email:

dlatamine1@gmail.com

Siège:

Agoè sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication:

Joachim Kokou LOKO
Cél: 90 33 54 86
Rédacteur en chef:
Régis TALIKPETI
Cél: 90 88 11 65

Rédaction:

Jean-Jacques OMA-IRE
Jean H.
André BABA
Othniel Papasron
Jean Jacques Mawu

Imprimerie:

Direct Print

Campagne de vaccination anti-covid

Le Togo parmi les pays à meilleur taux de couverture vaccinale de Covax

● Un premier lot de 50 310 doses du vaccin Pfizer pour le Togo

Lentement mais sûrement le Togo poursuit sa campagne de vaccination pour lutter efficacement contre la Covid-19. Après AstraZeneca, Sinovac, le Togo a reçu samedi, 50 310 doses du vaccin Pfizer BionTech, de l'initiative Covax. Une confiance faite à notre pays qui figure parmi Etats à meilleur taux de couverture vaccinale en termes de disponibilité du vaccin selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Ces doses ont été réceptionnées à l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma par le ministre de la Santé, le Professeur Moustafa Mijiyawa et représente la moitié du lot de Pfizer prévu par l'initiative Covax afin de permettre à notre pays de poursuivre sans interruption et d'amplifier sa campagne de vaccination contre la pandémie à coronavirus. Ce vaccin a déjà fait ses preuves en Europe notamment en France car constituant une bonne

partie des doses injectées en France pour une protection efficace contre la Covid-19. Pfizer est administré par injection dans les muscles du bras, pour plus d'efficacité, cette firme a prévu deux doses ; c'est-à-dire en plus de la dose initiale, il faut encore une seconde dose, soit 21 jours après la première pour l'efficacité du vaccin. Un pas de plus vers l'immunité collective. Le Togo espère recevoir plus de 3 millions de doses de vaccins d'ici août prochain pour vacciner une

bonne partie de sa population et atteindre l'immunité collective. D'ailleurs la stratégie vaccinale du pays a été saluée par l'Organisation mondiale de la Santé, c'est pourquoi le Togo a déjà reçu des vagues successives de vaccins de l'initiative Covax comparativement aux autres pays de la sous-région qui viennent à peine de commencer leurs campagnes de vaccination. Mieux « le Togo sera parmi les premiers pays à atteindre ce qu'on appellerait l'immunité



collective et aller vers la fin de cette pandémie » a affirmé Dr. Fatoumata Binta Tidiane Diallo, la représentante de l'OMS au Togo. Le Togo a commencé sa campagne de vaccination le 10 mars derniers et selon les récents chiffres du ministère de la Santé, plus de 276 000 personnes ont été déjà vaccinées avec le

vaccin AstraZeneca et certaines ont déjà reçu la deuxième dose notamment le personnel de la santé, certaines personnes de l'administration et des citoyens ordinaires, surtout ceux qui sont âgés de plus de 50 ans et enfin aux plus de 30 ans dans le Grand-Lomé voire sur toute l'étendue du territoire.

Joachim Loko

1 milliard de plants d'ici 2030

L'ambitieuse campagne de reboisement au Togo

Le gouvernement a lancé une véritable campagne de reboisement du Togo qui a commencé hier 1er juin et qui va s'étaler sur toute l'année. Dix millions de plants doivent être mis en terre pour la première année (2021) et un milliard au cours des 10 prochaines années pour relever le défi de la couverture forestière du Togo.

Le ministre de l'Environnement Foli-Bazi Katari et son collègue des Médias, Porte-parole du gouvernement, Akodah Ayéwouadan ont dévoilé face à la presse la semaine dernière, le chronogramme de cette vaste campagne qui

va s'étaler sur une dizaine d'années où le gouvernement entend inciter les Togolais à planter 1 milliard d'arbres pour une bonne couverture végétale du Togo et pour le bien-être et le développement durable. C'est pourquoi, cette campagne est placée sous le thème « la restauration des forêts, une voie vers le bien-être ».

Déjà hier 1er juin, selon les ministres et le programme du gouvernement, 300 000 plants ont débuté avec programme puis aujourd'hui et durant toute la saison des pluies, la campagne devrait se

poursuivre voire s'intensifier. La particularité c'est le suivi des jeunes



Le PM Victoire Toméga-Dogbé mettant en terre un plant

plants dans leurs croissances et leur valorisation économique.

C'est-à-dire que chaque plant mis à terre sera suivi et entretenu pour sa bonne croissance.

Et pour cela, les élus locaux sont associés à ce projet qui vise à refaire une belle couverture végétale du Togo et aussi donner de la matière première aux industries de transformation du bois.

Selon les statistiques, le Togo connaît un déficit criard en matière de couverture végétale. Mieux, le taux annuel de la déforestation était de 0,42% pour la période 1990-2015, soit 5679 ha par an contre un taux de reboisement de 0,14% soit en moyenne 2000 ha par an. La conséquence, la

perturbation des saisons, le retard des pluies bref, le réchauffement climatique que l'on constate ces derniers temps avec une pluviométrie déficiente et les conséquences inévitables sur la production agricole dans notre pays.

Déjà visionnaire, le gouvernement a instauré depuis 1977, une Journée nationale de l'arbre le 1er juin pour éviter le changement climatique. Mais 44 ans après, le 1er juin a perdu l'engouement dont elle suscite auprès des populations d'où l'importance de cette campagne qui vise à remobiliser toute la population togolaise pour relever le défi de la couverture forestière du Togo d'ici l'horizon 2030.

Joachim

1er juin/Journée nationale de l'arbre

Les journalistes jouent leur partition

Après une première édition qui a permis à l'Union de la presse francophone section Togo (Upf-Togo) de reboiser le campus universitaire de Lomé, ce regroupement de journalistes est encore allé au front hier 1er juin pour une deuxième édition. Ils ont planté des centaines d'arbres dans le Golfe 3.

Hier, les journalistes ont pris d'assaut les abords des rails de Doumasséssé, de la Mairie Golfe 3 jusqu'à la Maison de presse, pas pour un reportage mais plutôt

pour planter les arbres. Ainsi des centaines d'arbres ont été mis à terre et cela s'inscrit en droite ligne de la nouvelle politique ambitieuse du gouvernement qui veut planter 1 milliard d'arbres d'ici 10 ans pour assurer une bonne couverture végétale du pays à l'horizon 2030.

Ils ont planté 300 Khaya sénégalensis, plus connus sous le nom de Maoguen et c'est le ministre Akodah Ayéwouadan, de la Communication et des Médias qui a donné le ton à

cette opération « un journaliste, un arbre » qui est à sa deuxième édition.

« La planète se réchauffe et les pluies se font rares. Lors des COP, les organisations pensent à comment faire pour amener les Etats à amoindrir la pollution de l'environnement. Et les journalistes, à travers cette opération, donnent l'exemple en plantant » a expliqué Loick Lawson le président de l'Upf-Togo.

Chaque 1er juin, Journée nationale de l'arbre, les



Le ministre Ayéwouadan et Loïc Lawson, Pdt de l'UPF-Togo

Togolais sont appelés à planter un arbre et à l'entretenir pour assurer une bonne couverture végétale du pays et ceci depuis 1977.

Tinos

Hausse des prix des produits de première nécessité

Des inquiétudes de plus en plus grandissantes au sein de la population

De la nécessité de réagir. C'est la position de l'Association togolaise des consommateurs (Atc) après la hausse vertigineuse de certains produits de première nécessité sur le marché, notamment le maïs et le sorgho qui rentrent dans l'alimentation de base des Togolais. Cette situation agit forcément sur les autres produits sur le marché, ce qui rend de plus en plus vulnérables de nombreuses personnes. Pour l'Atc justement, les autorités doivent réagir le plus rapidement possible.

Voici le communiqué dans son intégralité.

Communiqué de l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC) relatif aux récentes hausses des prix de certains produits de premières nécessités et de consommation au Togo. Depuis quelques temps, les

prix des céréales, des produits de première nécessité et matériaux de construction connaissent une flambée dans notre pays. Cette situation critique en cette période de crise sanitaire impacte négativement le panier de la ménagère et rend difficile

l'accès aux produits de consommation au regard des difficultés financières de nos concitoyens malgré certaines actions louables du gouvernement en faveur des populations sur le plan social et économique. Pour l'Association Togolaise des Consommateurs (ATC), le mutisme des pouvoirs publics laisse libre cours à des spéculations de tout genre dans le circuit commercial et de la distribution. Ceci au mépris des itoyens/consommateurs qui en payent les frais. Devant cette situation embarrassante qu'aucune

situation conjoncturelle ou structurelle ne justifie, l'ATC sollicite du gouvernement à travers le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion de la consommation locale une prompt réaction qui puisse rappeler les commerçants et opérateurs économiques véreux de tout ordre au respect des règles de transparence tarifaire à travers l'application effective des mesures relatives à l'affichage des prix conformément à la loi. Cette mesure devrait permettre au marché de s'autoréguler et favoriser une saine

concurrence.

L'ATC préoccupée par ces hausses inexplicables des prix des biens et produits de consommation redoute toute éventuelle révision à la hausse des prix des produits pétroliers dans notre pays qui risquerait d'aggraver la situation. Elle en appelle au bon sens des autorités et des populations.

Elle invite les populations à dénoncer les situations de refus de vente, d'entente et d'abus des opérateurs économiques.

Fait à Lomé, le 27 mai 2021

Flambée des prix des céréales

L'ANSAT ouvre ses stocks

L'Agence nationale de la sécurité alimentaire (Ansats) a commencé lundi, une campagne de vente des produits céréaliers sur toute l'étendue du territoire national. L'objectif est de mettre fin à la flambée des produits de premières nécessités notamment les produits céréaliers sur le marché.

Soulager la souffrance des populations qui sont confrontées à une flambée vertigineuse des produits céréaliers or les céréaliers constituent un produit capital qui entrent dans l'alimentation du Togolais. C'est pour cette raison que l'Ansats,

l'institution qui assure la sécurité alimentaire a ouvert ses vannes pour mettre à la disposition des populations, des céréales selon un chronogramme bien définit.

La vente a lieu de lundi au vendredi de 8h à 12h30 les matinées et entre 14h30 et



16h et le samedi de 8h à 11h.

Afin d'éviter la spéculation, « le nombre de sac à acheter par client est limité à deux » selon un communiqué de l'Ansats.

Ces ventes se feront, sur les points de vente de l'Agence,

de lundi à vendredi, de 08h à 12h30 et de 14h30 à 16h et les samedis de 08 h 00 à 11h00.

S'agissant des prix, le sac de 50 kg de maïs est vendu à 9500f ; le sac de 50 kg de sorgho est vendu à 10500f ; le sac de 50 kg de mil est vendu à 11000f ; le sac de 30 kg de riz KR est vendu à 9500f ; le sac de 25 kg de riz local Long grain est à 13000f ; le sac de 25 kg de riz local Brisure est à 10.000f ; le sac de 25 kg de riz local Couscous est à 7500f ; le sachet de 1kg de farine de maïs est à 325f.

Tinos

Diplomatie parlementaire

Des personnalités reçues par Mme Tsègan



La Pdte de l'Assemblée nationale et l'ambassadrice de la Turquie

La présidente de l'Assemblée nationale a reçu lundi plusieurs représentants d'institutions internationales et membres du corps diplomatique. Tour à tour, Yawa Tsègan s'est entretenue avec la représentante régionale de l'OIF, Thi Hoang Mai Tran, le représentant de la BAD, Wilfrid Paterne Abiola, et l'ambassadrice de Turquie, Esra Demir.

Les divers échanges ont porté sur les relations bilatérales entre le Togo et ces partenaires, les projets

réalisés, l'accompagnement de la BAD et les appuis aux projets de développement quinquennaux du pays.

Avec la diplomate turque, il a particulièrement été question de renforcement des relations parlementaires, dans le sillage de la politique de rapprochement en cours entre Lomé et Ankara, et alors même que le ministre des affaires étrangères togolais vient d'entamer une visite officielle en Turquie.

Il est à noter que toutes ces personnalités ont été récemment accréditées officiellement au Togo.

Mauvaise passe pour les opérateurs de téléphonie mobile au Togo

L'Arcep inflige une amende de près de 600 millions FCFA à Moov Africa Togo

Après la sanction de 1 milliard de Fcfa infligée à Togocom, le second opérateur de téléphonie mobile au Togo Moov africa Togo a pris à son tour une lourde sanction de la part de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep). Après audition, la société s'est vu infligée une amende de 593,8 millions FCFA, soit 1% de son chiffre d'affaires certifié 2019.

Le temps où les sociétés de téléphonie mobile faisaient la pluie et la beauté temps au Togo, et ceci dans une impunité absolue est révolu. L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (Arcep) a décidé de sonner la fin de la récréation. Certaines pratiques de ces opérateurs avaient particulièrement pénalisés leurs clients, faisant du Togo le pays où se pratiquaient les prix les plus élevés de la sous-région en matière de



téléphonie.

Dans le cas précis, il est reproché à Moov Togo Africa "plusieurs cas de rupture grave de ses services" de juin 2020 à avril 2021, dans des dizaines de localités réparties sur le territoire, et qui auraient causé "de graves préjudices et désagréments à des centaines de milliers de consommateurs", précise l'Arcep. Les différents

services offerts par la société ont notamment subi des perturbations dommageables aux consommateurs en 2020 sans que les procédures ne soient respectées.

L'opérateur est sommé de régler dans un délai de 30 jours son amende sous peine d'une pénalité de 20 millions par jour.

Archange

UEMOA

La Commission salue les 10 ans d'engagement des Chefs d'Etats en faveur de la paix et la sécurité

30 mai 2011- 30 mai 2021, cela fait exactement 10 ans que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union économique ouest africaine ont décidé au cours de la conférence extraordinaire tenue le 30 mai 2011 à Lomé, de faire de la question de paix et de la Sécurité, une préoccupation majeure et un chantier de l'Union.

Dans un communiqué de presse en date du 30 mai 2021, la Commission de l'Uemoa est revenue sur les 10 années d'engagement de l'institution sous-régionale pour le chantier de la paix et de la sécurité. Et les décisions historiques et salutaires que les dirigeants de l'Union ont prises pour atteindre les objectifs de la paix et de la sécurité, très important pour le développement économique de l'espace régional.

« Uemoa a dû, très tôt, faire face notamment, à l'instabilité récurrente des institutions républicaines de

certaines de ses membres, à des conflits internes, à la recrudescence de trafics de tous genres, au développement accéléré du terrorisme international, à la persistance de mouvements identitaires.... », a indiqué la Commission.

Face à la recrudescence du climat d'insécurité, dont les effets néfastes sur les économies et qui a un impact négatif sur les politiques d'intégration, les chefs d'Etats et de gouvernement ont mis sur pied des mécanismes visant à lutter efficacement contre les fléaux que constituent l'insécurité et l'instabilité.



Un comité de haut niveau sur le chantier de la paix et de la sécurité a été porté sur les fonts baptismaux le 6 juin 2011 dont la présidence a été confiée à SEM Macky Sall, président de la République du Sénégal. Parmi les décisions de ce

comité on note : « L'adoption en 2013, de la politique commune de l'Uemoa dans le domaine de la paix et de la sécurité ; la mise en place de la Délégation générale à la paix et à la sécurité au sein de la Commission de l'Uemoa ; l'adoption d'un

Programme stratégique pour la paix et la sécurité dans l'espace Uemoa ; l'adoption d'un plan d'action pour la paix et la sécurité ; la mise en œuvre d'un Accord-cadre de coopération en matière de sécurité et de renseignement entre les Etats membres de l'Union ; la mise en œuvre d'un mécanisme de veille et d'alerte précoce de l'Uemoa » etc....

La Commission de l'Uemoa « invite les chefs d'Etats et de gouvernement « à davantage d'abnégation, car les défis à relever sont encore nombreux et complexes » et rappelle que « le combat pour la paix et la sécurité n'est jamais gagné d'avance » et souhaite la contribution de tous.

Créée le 10 janvier 1994 à Dakar au Sénégal, l'Uemoa est composée de huit pays à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

Joachim LOKO

Economie

Le Togo en opération de charme en Turquie



Robert Dussey avec les diplomates Turcs

Au premier jour de sa visite officielle en Turquie, le ministre des affaires étrangères, Robert Dussey a rencontré des hommes et femmes d'affaires turcs, ainsi que des associations économiques.

Le chef de la diplomatie togolaise s'est ainsi entretenu tour à tour avec des représentants du Conseil des relations économiques extérieures turques (DEIK), le patronat et les hommes

d'affaires indépendants de Turquie (MUSIAD)

Les échanges tenus en présentiel et par visioconférence, ont été l'occasion pour Robert Dussey de présenter à ses interlocuteurs les priorités du Gouvernement et les différentes opportunités d'investissement au Togo.

Le ministre a poursuivi hier les concertations. Des entretiens sont également prévus avec les autorités politiques.



FAISONS BLOC CONTRE LA COVID-19

#TogoSafe #FaisonsBLOC

- ✓ Vous avez 50 ans et plus ?
- ✓ Vous avez moins de 50 ans et souffrez d'une maladie chronique, et résidez dans le Grand Lomé ?

Inscrivez-vous dès maintenant à la vaccination contre la COVID-19

vaccin.covid19.gouv.tg

CORONAVIRUS AU TOGO

@Covid19TG

CNSS

Le Conapp pour la régularisation de la situation de ses membres

Le Conseil national des patrons de presse a dans un communiqué en date du 31 mai 2021, appelé ses membres qui souhaitent déclarer leurs



Tchagnao
Arimiyao,
Pdt CONAPP

employés à la CNSS de bien vouloir engager les démarches auprès de l'institution. Il s'engage à jouer sa partition aux fins de faciliter la régularisation de la situation des membres de l'organisation et de leurs sociétés de presse avec la CNSS.

Communiqué du Conapp (Urgent)

Le Conseil national des patrons de presse (CONAPP) porte à la connaissance de tous ses membres souhaitant déclarer leurs employés à la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS), de bien vouloir engager des démarches

auprès de cette institution après avoir pris connaissance de cette information.

Le bureau du Conapp s'engage à jouer sa partition aux fins de faciliter la régularisation de la situation des membres de l'organisation et de leurs sociétés de presse avec la CNSS.

A cet effet, le bureau du Conapp entend faire une centralisation des informations faisant état de la situation de chaque membre au plus tard le 30 juin 2021.

Dans le même cadre, le bureau du Conapp exhorte les uns et les autres à engager les démarches requises auprès de l'Office togolais des recettes (OTR) et lui faire parvenir dans le même délai les informations détaillant leurs difficultés en vue de faciliter l'établissement des actes fiscaux.

Le bureau du Conapp encourage vivement ses membres à tout mettre en œuvre pour rentrer en conformité avec les dispositions exigées par le processus de mutation. Merci pour votre compréhension!

Lomé, le 31 mai 2021
Le Président
Arimiyao Tchagnao

Stage de Turquie

Changement de programme pour les Eperviers

Manque de bol pour les Eperviers. Leur premier match amical du stage d'Antalya ne tiendra plus. Initialement, le groupe à Jonas Komla devait affronter le Niger ce mercredi 2 juin. Mais la rencontre ne tiendra plus.

La raison, des difficultés liées à l'arrivée des Nigériens à Antalya. Attendu depuis deux jours, le Mena ne doit rejoindre Antalya que ce 2 juin. Ceci pour cause de difficultés organisationnelles en raison du Covid-19.

Le management des Eperviers s'emploie déjà à trouver une alternative pour toujours disputer les trois matchs prévus lors de ce stage.

Si la rencontre face au



Les Epervier
du Togo

Niger ne tiendra plus à la date indiquée, les deux autres face à la Guinée (5

juin) et à la Gambie (8 juin) sont maintenues.

ftftogo.com

Football

La Copa America 2021 aura finalement lieu au Brésil

D'abord annoncée en Colombie et en Argentine, la Copa America 2021 aura finalement lieu au Brésil, du dimanche 13 juin et au samedi 10 juillet, a annoncé lundi la Confédération sud-américaine de football, la Conmebol.

La Copa America 2021, qui devait avoir lieu en Colombie et en Argentine,

sera finalement organisée au Brésil du 13 juin au 10 juillet, a annoncé lundi 31 mai la Confédération sud-américaine de football, la Conmebol.

"La Conmebol Copa America 2021 se jouera au Brésil. Les dates de début et de fin du tournoi sont confirmées", a déclaré l'instance sud-américaine

sur son compte Twitter.

Quelques heures auparavant, l'Argentine avait annoncé renoncer à l'organisation du tournoi en raison de la pandémie de Covid-19. La Colombie avait jeté l'éponge dix jours plus tôt à la suite de troubles sociaux qui ont fait une dizaine de morts.

La Conmebol devrait annoncer dans les prochaines heures les lieux et dates des différents matches au Brésil, pays qui avait accueilli la dernière édition du tournoi en 2019.

Sergio Aguëro signe au FC Barcelone

Cette fois, le mercato du Barça est bel et bien lancé. Comme prévu depuis plusieurs semaines, le club catalan a officialisé, ce lundi, le transfert de Sergio Agüero, en fin de contrat du côté de Manchester City. Le "Kun" a signé un bail jusqu'en 2023. "Sa clause libératoire a été fixée à 100 millions d'euros", précise le communiqué des Blaugrana, qui frappent leur premier coup sur le marché des transferts.

Proche de Lionel Messi, le joueur de 32 ans, meilleur réalisateur de l'histoire de City avec 260 buts toutes compétitions confondues, vient donc renforcer l'attaque du Barça. De quoi faire définitivement basculer l'avenir de la Pulga, qui est lui aussi en de contrat ? La semaine passée, Joan Laporta, le président du club catalan, s'était voulu optimiste sur une possible prolongation de son numéro 10.

Sergio Ramos est courtisé par Manchester City qui lui propose un contrat de deux ans

Plus les jours passent et plus Sergio Ramos s'éloigne du Real Madrid. Selon les informations de La Cadena Cope, le capitaine des Merengue, en fin de contrat en juin prochain, devrait quitter le deuxième de Liga. L'ancien Sévillan n'a toujours pas accepté pas la

proposition de prolongation d'un an avec une réduction de 10 % de son salaire.

Dans le même temps, ESPN va plus loin et annonce que Manchester City aurait accéléré sur ce dossier en proposant un contrat de deux ans au défenseur de 35 ans.

Les contrôles sur le marquage sécurisé obligatoire des produits démarrent le 1er juillet

Au Togo, des contrôles aux frontières et inspections de points de vente intérieurs, en lien avec l'exigence du marquage sécurisé des produits, débiteront le jeudi 1er juillet 2021 sur toute l'étendue du territoire, ont annoncé les ministres de l'Economie et du Commerce, dans un communiqué conjoint.

Ces contrôles démarrent le 1er juillet 2021.

La mesure, en vigueur depuis septembre 2020, concerne particulièrement certains produits (eau, bières, jus de fruits, vins, vermouths, boissons alcoolisées ou non, tabacs) qui font généralement l'objet de pratiques commerciales illicites ou de contrebande.

"Il est demandé de marquer sans délai tous les produits qui sont dans le champ d'application du



marquage sécurisé obligatoire", déclarent les officiels, précisant que "les produits non-marqués seront considérés comme provenant de l'importation illégale (sans déclaration, contrebande) ou de la

contrefaçon".

Le Togo perd annuellement près de 15 milliards FCFA du fait de l'existence de commerces illicites, sous-déclarations, sous-évaluations et de contrebandes.

Retrouvez Dounia dans les kiosques chaque mercredi

CEDEAO/Crise Malienne

Les dirigeants ouest-africains suspendent le Mali de ses instances mais Assimi Goïta tient le pouvoir

Les chefs d'Etat ouest-africains ont décidé dimanche dernier au Ghana de suspendre le Mali de leur organisation sous-régionale commune après un double coup d'Etat militaire, qu'ils ont condamné tout en se gardant d'autres sanctions. Le Colonel Assimi Goïta qui a prêté serment devant la Cour constitutionnelle est à la commande avec ses colonels qui tiennent toujours les rênes du pouvoir.

Les présidents des 15 pays membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) ou leurs représentants "condamnent fermement le récent coup d'Etat" et, "après de longues discussions (...) décident de suspendre le Mali des institutions de la Cédéao", dit le communiqué final du sommet extraordinaire à Accra.

Ils réclament la nomination "immédiate" d'un "nouveau" Premier ministre issu de la société civile. Ils "exigent" la libération "immédiate" des anciens président et Premier ministre de transition, arrêtés lundi et écartés du pouvoir avant que le colonel Assimi Goïta ne soit déclaré président vendredi. Les deux anciens dirigeants sont rentrés chez eux, mais sont assignés à résidence, dit la Cédéao.

Elle réaffirme la nécessité que la transition ouverte après le premier coup d'Etat d'août 2020 et censée ramener les civils au pouvoir soit limitée à 18 mois, et que des élections générales aient lieu comme prévu en février 2022. Cependant elle reste silencieuse sur la désignation du colonel Goïta comme président. Elle ne

réclame pas le rétablissement des ex-président et Premier ministre dans leurs fonctions.

Après le putsch d'août 2020, elle avait exigé et obtenu la nomination d'un président et d'un Premier ministre de transition civils. Elle "réitère (...) que le chef de la transition, le vice-président et le Premier ministre de transition ne doivent en aucune circonstance être candidat à la future élection présidentielle", dit-elle non sans ambiguïté. Assimi Goïta était vice-président jusqu'à vendredi.

Assimi Goïta s'est rendu samedi à Accra où la Cédéao a dit l'inviter pour des "consultations" mais n'a pas pris part au travaux.

La Cédéao devait trancher la question épineuse de leur réponse au deuxième putsch des militaires en neuf mois à la tête de ce pays crucial pour la stabilité du Sahel face à la propagation jihadiste.

La Cour constitutionnelle a déclaré vendredi le colonel Assimi Goïta président de transition, parachevant le coup de force déclenché le 24 mai contre ceux qui se trouvaient entre lui et la direction de ce pays pris dans une tourmente aux

multiple dimensions sécuritaire, économique et politique, depuis le déclenchement de rébellions indépendantistes et jihadistes en 2012 dans le nord.

Depuis, les violences se sont étendues au centre du pays et au Burkina Faso et au Niger voisins. Une attaque imputée à des jihadistes par un responsable sécuritaire dans le sud près des frontières ivoirienne et guinéenne a fait cinq morts dimanche et conforté la crainte d'une contamination de zones relativement épargnées.

Comme les autres partenaires du Mali, la Cédéao a exprimé ses "profondes préoccupations" devant les récents soubresauts politiques dans un tel contexte.

Avec la nomination du colonel Goïta, la Cour constitutionnelle malienne a officialisé un fait accompli auquel ces partenaires avaient essayé de s'opposer après le coup d'Etat d'août 2020. Assimi Goïta et un groupe de colonels avaient alors renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta mais, sous la pression internationale, avaient accepté la nomination d'un



Assimi Goïta, l'homme fort du Mali

président et d'un Premier ministre civils.

La junte avait cependant taillé pour Assimi Goïta une vice-présidence sur mesure, investie des charges primordiales de la sécurité.

Menace de retrait français Lundi 24 mai, l'ancien commandant de bataillon des forces spéciales a fait arrêter le président Bah Ndaw et le Premier ministre Moctar Ouane, cautions civiles de la transition, qui ont ensuite démissionné, selon la version officielle.

Le président français Emmanuel Macron a averti, dans un entretien au Journal du dimanche, que Paris "ne resterait pas aux côtés d'un pays où il n'y a plus de légitimité démocratique ni de transition".

Après le coup d'Etat de 2020, la Cédéao avait suspendu le Mali de tous ses organes de décision, fermé les frontières de ses Etats membres et stoppé les échanges financiers et commerciaux avec le pays, à l'exception des produits de

première nécessité.

Elle avait levé les sanctions quand la junte avait paru se plier à ses exigences.

Une mission de la Cédéao dépêchée au cours de la semaine au Mali avait évoqué l'éventualité de nouvelles sanctions. La France et les Etats-Unis, engagés militairement au Sahel, en ont brandi la menace.

Le doute prévalait cependant quant à la fermeté de la Cédéao. Les sanctions d'août 2020 avaient été mal ressenties par une population éprouvée dans un pays exsangue.

Par ailleurs différentes voix soulignaient le précédent créé selon elles par la mansuétude diplomatique montrée vis-à-vis du Tchad, autre pays sahélien où un Conseil militaire de transition (CMT) de 15 généraux a pris le pouvoir le 20 avril après la mort d'Idriss Déby Itno, avec à sa tête un des fils de l'ancien président.

AFP

Tension entre l'armée tchadienne et centrafricaine

Les tensions perdurent entre les deux pays voisins. L'armée centrafricaine est dorénavant accusée de "crime de guerre". Six soldats tchadiens ont été tués par les troupes centrafricaines, dimanche 30 mai, dont cinq "enlevés et ensuite exécutés", a affirmé N'Djamena, lundi 31 mai, assurant que cette action ne resterait "pas impunie".

"Les forces armées centrafricaines ont attaqué dimanche matin le poste avancé de Sourou, en territoire tchadien (...), tué un soldat tchadien, en ont blessé cinq et cinq autres ont été enlevés pour être ensuite exécutés à Mbang, du côté centrafricain" de la frontière, affirme le ministre tchadien des Affaires étrangères, Chérif Mahamat Zene, dans un communiqué.

Les soldats centrafricains

poursuivaient au-delà de leur frontière des combattants de l'Unité pour la Paix en Centrafrique (UPC) d'Ali Darassa, l'un des plus puissants des nombreux groupes armés qui contrôlent une partie du pays et membre d'une coalition de rebelles qui tentent depuis décembre de renverser le régime du président Faustin Archange Touadéra, a assuré à l'AFP un haut responsable des services de sécurité tchadiens, sous couvert de l'anonymat.

La Centrafrique propose "une enquête conjointe"

La Centrafrique a, de son côté, réagi lundi, évoquant "des échanges de tirs" et des "morts des deux côtés".

Dans un communiqué, le gouvernement centrafricain explique ainsi "déplorer les pertes en vies humaines et

les blessés au sein des armées tchadienne et centrafricaine" et accuse les rebelles centrafricains que ses soldats "poursuivaient" d'en être responsables. Il "réaffirme" par ailleurs sa volonté de raffermir les relations "entre les deux peuples frères" et propose au Tchad "une mission d'enquête conjointe" sur ces heurts.

Le poste de Sourou, près de Mberé, dans le sud du Tchad, était tenu par 12 militaires et l'attaque s'est produite à l'aube, explique M. Mahamat Zene. Ce "crime de guerre d'une gravité extrême et cette attaque meurtrière préméditée, planifiée et opérée à l'intérieur du Tchad, dont seul le gouvernement centrafricain connaît les raisons, ne sauraient rester impunis", écrit le ministre.

La NSA a espionné des dirigeants européens, dont Angela Merkel, «via» le Danemark

Les Etats-Unis ont espionné des responsables politiques en Europe, dont la chancelière allemande Angela Merkel, de 2012 à 2014 avec l'aide des services de renseignement danois, ont rapporté, dimanche 30 mai, des médias danois et européens.

Le député chrétien-démocrate qui avait présidé la commission d'enquête parlementaire du Bundestag sur les écoutes de la National Security Agency (NSA) estime que les services secrets n'ont pas d'amis mais uniquement des intérêts à défendre.

L'actuel président

écouté

Les principaux responsables concernés par ces révélations, sollicités par les médias allemands qui ont participé aux recherches, la télévision publique ARD et le quotidien Süddeutsche Zeitung, affirment ne pas avoir été au courant des activités de l'agence NSA.

On savait déjà depuis les révélations du lanceur d'alerte Edward Snowden qu'Angela Merkel avait été écoutée, via notamment son téléphone portable. On apprend aujourd'hui que le candidat SPD à la chancellerie en 2013 Peer Steinbrück a été concerné ainsi que l'actuel président de la république, Frank-Walter Steinmeier.



**Les entreprises fiscalement à jours sont
moins taxées à la douane lors des
importations.**